



ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

DEUXIÈME SESSION

QUARANTE-TROISIÈME LÉGISLATURE

Feuilleton et préavis

de l'Assemblée

Le mardi 21 octobre 2025 – N° 7

Dix heures

Présidente de l'Assemblée nationale :
Mme Nathalie Roy

Partie 1
AFFAIRES COURANTES

DÉCLARATIONS DE DÉPUTÉS

- Le député de Portneuf sur le sujet suivant : *M. Jacques Tessier : policier, bénévole et modèle d'engagement.*
- La députée des Mille-Îles sur le sujet suivant : *Souligner le travail extraordinaire des deux épithésistes du CHU de Québec.*
- La députée d'Argenteuil sur le sujet suivant : *Hommage aux élus municipaux sortants.*
- La députée de Verdun sur le sujet suivant : *L'agrandissement et la modernisation de l'Hôpital de Verdun.*
- La députée de Laviolette–Saint-Maurice sur le sujet suivant : *MM. Marcel Gélinas et Jacques Casaubon, deux exemples de détermination, de force de caractère, de dévouement et de résilience.*
- La députée de Notre-Dame-de-Grâce sur le sujet suivant : *Souligner le Mois du patrimoine hispanique.*
- Le député d'Orford sur le sujet suivant : *M. Yvon Bélair, un homme de cœur!*
- Le député des Îles-de-la-Madeleine sur le sujet suivant : *L'acquisition collective du phare de L'Échouerie.*
- La députée de Vimont sur le sujet suivant : *Hommage à feu Jean Arsenault, citoyen de Vimont-Auteuil.*
- La députée de Pointe-aux-Trembles sur le sujet suivant : *Semaine nationale de l'action communautaire autonome.*
- La députée de Brome-Missisquoi sur le sujet suivant : *Rayonnement local au Concours de la Grande sève.*
- Le député de Taillon sur le sujet suivant : *Victoire des Ducs de Longueuil lors du championnat de la Ligue de baseball junior élite du Québec.*

DÉCLARATIONS MINISTÉRIELLES

PRÉSENTATION DE PROJETS DE LOI

DÉPÔTS a) documents
 b) rapports de commissions
 c) pétitions

RÉPONSES ORALES AUX PÉTITIONS

**INTERVENTIONS PORTANT SUR UNE VIOLATION DE DROIT OU DE
PRIVILÈGE OU SUR UN FAIT PERSONNEL**

QUESTIONS ET RÉPONSES ORALES

VOTES REPORTÉS

MOTIONS SANS PRÉAVIS

AVIS TOUCHANT LES TRAVAUX DES COMMISSIONS

RENSEIGNEMENTS SUR LES TRAVAUX DE L'ASSEMBLÉE

Partie 2
AFFAIRES DU JOUR

AFFAIRES PRIORITAIRES

- 1) Reprise du débat, ajourné le **9 octobre 2025** au nom de la députée de Fabre, sur la motion du premier ministre proposant que l'Assemblée approuve la politique générale du gouvernement.

Et sur les motions formulant un grief présentées par :

La cheffe de l'opposition officielle :

QUE l'Assemblée nationale dénonce le gouvernement caquiste pour l'absence de solution concrète présentée dans son discours inaugural face aux enjeux les plus importants qui sont vécus par les Québécois, notamment les crises du logement et du coût de la vie.

La cheffe du deuxième groupe d'opposition :

QUE l'Assemblée nationale blâme le gouvernement de la CAQ pour son indifférence aux priorités de la jeunesse, son inaction climatique, ses coupes dans l'éducation publique ainsi que son incapacité à répondre à la crise du logement et à la hausse du coût de la vie.

La députée des Mille-Îles :

QUE l'Assemblée nationale déplore que le discours d'ouverture du premier ministre n'ait pas fait de l'habitation une priorité dans le contexte que le Québec traverse toujours une crise du logement.

Le député de Saint-Henri-Sainte-Anne :

QUE l'Assemblée nationale blâme le gouvernement de la CAQ pour son refus de s'attaquer aux problèmes qui préoccupent réellement les Québécoises et Québécois comme la crise du logement et de l'itinérance, la hausse du coût de la vie et l'effritement du filet social.

La députée de Bourassa-Sauvé :

QUE l'Assemblée nationale blâme sévèrement le gouvernement caquiste pour ses compressions en éducation qui ont semé le chaos dans le réseau et qui ont privé les élèves de services essentiels à l'apprentissage ainsi que d'activités culturelles et sportives.

La députée de Sainte-Marie-Saint-Jacques :

QUE l'Assemblée nationale blâme avec sévérité le gouvernement de la CAQ de renier les droits à l'autodétermination de nos sœurs et frères Anishinabeg, Atikamekw, W8banaki, Naskapis, Wendats, Eeyou, Innu, Kanien'keha:ka, Mi'gmaq, Wolastoqiyik et Inuit en refusant d'adopter une loi de mise en application de la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones avant la fin du présent mandat.

Le député de Nelligan :

QUE l'Assemblée nationale blâme sévèrement le gouvernement caquiste pour l'absence de toutes mesures visant le développement de transports collectifs structurants dans le discours inaugural.

Le député de Marguerite-Bourgeoys :

QUE l'Assemblée nationale blâme sévèrement le gouvernement caquiste pour sa mauvaise gestion des finances publiques qui a mené à un déficit historique et à la première décote en 30 ans.

La députée de Notre-Dame-de-Grâce :

QUE l'Assemblée nationale dénonce le manque de leadership du gouvernement caquiste dans le dossier de la crise tarifaire avec les États-Unis, notamment quant à l'absence de résultats concrets sur le plan diplomatique et l'absence d'un négociateur en chef clairement mandaté pour défendre les intérêts du Québec.

La députée de Chomedey :

QUE l'Assemblée nationale blâme sévèrement le gouvernement caquiste pour son silence et son manque de vision face aux enjeux criants du milieu touristique québécois, notamment en matière d'attraction et de rétention de la main-d'œuvre et de stratégies de publicité et de promotion.

Le député de Taschereau :

QUE l'Assemblée nationale blâme le gouvernement de la CAQ pour son manque criant de volonté politique pour agir à la hauteur de la crise de l'itinérance, qui se transforme en une crise humanitaire à la grandeur du Québec.

La députée de D'Arcy-McGee :

QUE l'Assemblée nationale blâme sévèrement le premier ministre pour avoir passé sous silence la crise de l'itinérance dans son discours d'ouverture et laissé sans réponse les appels des municipalités, des organismes communautaires et des citoyens partout au Québec.

Le député de Marquette :

QUE l'Assemblée nationale blâme sévèrement le gouvernement caquiste qui compromet la santé et l'avenir des générations futures par l'absence de mesures concrètes en matière de prévention et de protection de la santé des jeunes.

La députée de Terrebonne :

QUE l'Assemblée nationale blâme le gouvernement de la CAQ pour son incapacité à rapatrier les budgets du gouvernement fédéral en culture.

Le député de Pontiac :

QUE l'Assemblée nationale dénonce l'absence complète de mesures pour favoriser l'économie des régions du Québec, notamment par l'omission des deux secteurs fondamentaux de l'économie régionale que sont les secteurs agricole et forestier.

Le député de l'Acadie :

QUE l'Assemblée nationale blâme sévèrement le gouvernement caquiste pour son manque de financement dans le domaine de la justice au Québec qui entraîne des coupures chez les procureurs et au ministère de la Justice.

Le député de Rosemont :

QUE l'Assemblée nationale blâme sévèrement le gouvernement de la CAQ de creuser les inégalités dans l'accessibilité et la qualité des soins par la marchandisation et par la privatisation de notre système de la santé et des services sociaux.

La députée de Mont-Royal–Outremont :

QUE l'Assemblée nationale blâme sévèrement le gouvernement caquiste pour l'accumulation des dépassements de coûts et de retards dans les projets de transformation numérique de l'État.

Le député d'Hochelaga-Maisonneuve :

QUE l'Assemblée nationale condamne le désengagement manifeste de la CAQ en ce qui concerne l'environnement, illustré par la suppression de postes-clés, la réduction des inspections environnementales et l'affaiblissement des mécanismes d'évaluation des projets industriels et ce, en pleine crise climatique.

La députée de La Pinière :

QUE l'Assemblée nationale blâme sévèrement le gouvernement pour l'absence d'engagement envers les soins à domicile et les proches aidants dans le discours d'ouverture.

Le député de Jean-Talon :

QUE l'Assemblée nationale blâme le gouvernement de la CAQ pour l'incohérence entre son discours « loi et ordre » et le sous-financement du système de justice criminel et pénal.

La députée de Jeanne-Mance–Viger :

QUE l'Assemblée nationale blâme sévèrement le gouvernement caquiste pour sa gestion défailante et incohérente des projets d'infrastructures, alors que, malgré les annonces d'investissements dits « historiques », la réalité sur le terrain et pour la population est tout autre.

Le député de LaFontaine :

QUE l'Assemblée nationale blâme sévèrement le gouvernement pour son absence de vision constructive en santé, qui privera les Québécoises et les Québécois d'un accès équitable aux soins sur l'ensemble du territoire.

Le député d'Arthabaska :

QUE l'Assemblée nationale blâme le gouvernement de la CAQ pour son incapacité à obtenir le rapatriement des pleins pouvoirs en immigration.

Le député de Laurier-Dorion :

QUE l'Assemblée nationale blâme le gouvernement de la CAQ pour leurs politiques qui feront augmenter les loyers, appauvrissant ainsi l'ensemble des locataires du Québec, et pour son intention de produire des logements dits « abordables » dont les loyers ne seront pas accessibles aux ménages à faible revenu.

La députée de Robert-Baldwin :

QUE l'Assemblée nationale blâme sévèrement le gouvernement caquiste pour son manque de soutien aux services d'accompagnement des femmes victimes de violence conjugale.

DÉBATS D'URGENCE

DÉBATS SUR LES RAPPORTS DE COMMISSIONS

AUTRES AFFAIRES

I. Projets de loi du gouvernement

Adoption du principe

- 2) **Projet de loi n° 1**
Loi constitutionnelle de 2025 sur le Québec
Présenté par le ministre de la Justice et ministre responsable des Relations canadiennes le **9 octobre 2025**

- 3) **Projet de loi n° 103**
Loi visant principalement à réglementer les sites de consommation supervisée afin de favoriser une cohabitation harmonieuse avec la communauté
Présenté par le ministre responsable des Services sociaux le 6 mai 2025
Rapport de la Commission de la santé et des services sociaux (consultations) déposé le **5 juin 2025**
- 4) **Projet de loi n° 104**
Loi modifiant diverses dispositions afin notamment de donner suite à certaines demandes du milieu municipal
Présenté par la ministre des Affaires municipales le 21 mai 2025
Rapport de la Commission de l'aménagement du territoire (consultations) déposé le **8 octobre 2025**
- 5) **Projet de loi n° 108**
Loi modifiant la Loi sur la Société de développement des entreprises culturelles afin de moderniser son offre de services financiers et de reconnaître le domaine de la créativité numérique
Présenté par le ministre de la Culture et des Communications le **28 mai 2025**
- 6) **Projet de loi n° 109**
Loi affirmant la souveraineté culturelle du Québec et édictant la Loi sur la découvrabilité des contenus culturels francophones dans l'environnement numérique
Présenté par le ministre de la Culture et des Communications le **21 mai 2025**
- 7) **Projet de loi n° 111**
Loi modernisant la Loi sur les coopératives et modifiant d'autres dispositions
Présenté par le ministre délégué à l'Économie le **6 juin 2025**
- 8) **Projet de loi n° 112**
Loi favorisant le commerce des produits et la mobilité de la main-d'œuvre en provenance des autres provinces et des territoires du Canada
Présenté par le ministre délégué à l'Économie le **30 mai 2025**

Étude détaillée en commission

- 9) Projet de loi n° 94
Loi visant notamment à renforcer la laïcité dans le réseau de l'éducation et modifiant diverses dispositions législatives
Présenté par le ministre de l'Éducation le 20 mars 2025
Rapport de la Commission de la culture et de l'éducation (consultations) déposé le 29 avril 2025
Principe adopté le **27 mai 2025**, et
Renvoyé à la Commission de la culture et de l'éducation
- 10) Projet de loi n° 101
Loi visant l'amélioration de certaines lois du travail
Présenté par le ministre du Travail le 24 avril 2025
Rapport de la Commission de l'économie et du travail (consultations) déposé le 4 juin 2025
Principe adopté le **5 juin 2025**, et
Renvoyé à la Commission de l'économie et du travail
- 11) Projet de loi n° 106
Loi visant principalement à instaurer la responsabilité collective et l'imputabilité des médecins quant à l'amélioration de l'accès aux services médicaux
Présenté par le ministre de la Santé le 8 mai 2025
Rapport de la Commission de la santé et des services sociaux (consultations) déposé le 30 mai 2025
Principe adopté le **3 juin 2025**, et
Renvoyé à la Commission de la santé et des services sociaux

Prise en considération de rapports de commissions

- 12) Projet de loi n° 82
Loi concernant l'identité numérique nationale et modifiant d'autres dispositions
Présenté par le ministre de la Cybersécurité et du Numérique le 21 novembre 2024
Rapport de la Commission des finances publiques (consultations) déposé le 30 janvier 2025
Principe adopté le 4 février 2025
Rapport de la Commission des finances publiques déposé le 5 juin 2025
Reprise du débat ajourné au nom de la députée de La Pinière le **6 juin 2025**

- 13) Projet de loi n° 99
Loi donnant suite à des mesures fiscales annoncées lors du point sur la situation économique et financière du Québec du 21 novembre 2024 et du discours sur le budget du 25 mars 2025 ainsi qu'à certaines autres mesures
Présenté par le ministre des Finances le 8 mai 2025
Principe adopté le 21 mai 2025
Rapport de la Commission des finances publiques déposé le **6 juin 2025**

Adoption

II. Projets de loi publics au nom des députés

Adoption du principe

- 14) Projet de loi n° 190
Loi sur la mise en place en milieu de travail de comités paritaires de transition juste vers une économie écologiquement durable
Présenté par le député d'Hochelaga-Maisonneuve le **8 octobre 2025**
- 15) Projet de loi n° 192
Loi visant à assurer la santé et la sécurité des élèves en classe en encadrant la qualité de l'air ambiant dans les écoles
Présenté par la députée de Saint-Laurent le **7 décembre 2022**
- 16) Projet de loi n° 193
Loi modifiant la Charte des droits et libertés de la personne afin de reconnaître le droit à un environnement sain à titre de droit fondamental
Présenté par la députée de Notre-Dame-de-Grâce le **1^{er} février 2023**
- 17) Projet de loi n° 196
Loi modifiant la Loi sur les services de garde éducatifs à l'enfance afin de garantir le droit de recevoir des services de garde
Présenté par la députée de Robert-Baldwin le **14 mars 2023**
- 18) Projet de loi n° 197
Loi visant à améliorer la qualité des soins par la fixation de ratios dans certains établissements visés par la Loi sur les services de santé et les services sociaux
Présenté par le député de Pontiac le **6 décembre 2022**

- 19) Projet de loi n° 198
Loi proclamant la Journée nationale de sensibilisation à l'itinérance
Présenté par la députée de D'Arcy-McGee le **9 octobre 2025**
- 20) Projet de loi n° 390
Loi favorisant la prise en compte de l'égalité des sexes et de la diversité dans une perspective intersectionnelle dans le processus budgétaire
Présenté par la députée de Mercier le **21 mars 2023**
- 21) Projet de loi n° 391
Loi modifiant la Loi sur l'instruction publique afin de consacrer le droit à la gratuité des projets pédagogiques particuliers offerts dans les écoles où est dispensé le service de l'éducation préscolaire ou de l'enseignement primaire et secondaire ainsi que de limiter la distance entre les immeubles d'une école à projet particulier
Présenté par la députée de Saint-Laurent le **16 mars 2023**
- 22) Projet de loi n° 394
Loi concernant la mise en place de politiques de conciliation études-famille-travail notamment dans les établissements d'enseignement supérieur
Présenté par le député d'Hochelaga-Maisonneuve le **5 décembre 2023**
- 23) Projet de loi n° 396
Loi modifiant la Loi sur la réduction de la dette et instituant le Fonds des générations afin d'y prévoir l'atteinte d'une capitalisation de 100 milliards de dollars
Présenté par le député de Marguerite-Bourgeoys le **16 mars 2023**
- 24) Projet de loi n° 397
Loi visant à prévenir et à combattre les violences à caractère sexuel dans les établissements d'enseignement dispensant des services de l'éducation préscolaire, d'enseignement au primaire ou d'enseignement en formation générale ou professionnelle au secondaire, incluant les services éducatifs pour les adultes
Présenté par la députée de Mercier le **27 avril 2023**
- 25) Projet de loi n° 398
Loi modifiant la Loi sur l'instruction publique afin de consacrer le droit des élèves handicapés ou en difficulté d'adaptation ou d'apprentissage de recevoir des services éducatifs équivalents à ceux dispensés par l'école
Présenté par la députée de Westmount–Saint-Louis le **20 avril 2023**

- 26) Projet de loi n° 399
Loi modifiant la Loi sur la Caisse de dépôt et placement du Québec afin d’obliger la Caisse de dépôt et placement du Québec à faire des investissements ayant des impacts sociaux et environnementaux durables et à en rendre compte
Présenté par le député de Maurice-Richard le **27 avril 2023**
- 27) Projet de loi n° 490
Loi renforçant la majorité qualifiée requise pour la nomination et la destitution des personnes nommées par l’Assemblée nationale
Présenté par le député de Nelligan le **18 avril 2023**
- 28) Projet de loi n° 491
Loi visant à modifier la Loi sur les infrastructures publiques afin de soumettre les projets inscrits au plan québécois des infrastructures à un test climat
Présenté par le député de Taschereau le **14 septembre 2023**
- 29) Projet de loi n° 493
Loi modifiant la Loi sur l’immigration au Québec pour tenir compte des résidents temporaires aux fins de la planification de l’immigration
Présenté par le député de Nelligan le **10 mai 2023**
- 30) Projet de loi n° 494
Loi modifiant le Code civil afin de rendre sans effet les clauses d’un bail de logement qui tendent à interdire les animaux de compagnie
Présenté par le député de Laurier-Dorion le **25 mai 2023**
- 31) Projet de loi n° 496
Loi visant à reconnaître l’amiral blanc en tant qu’insecte emblématique du Québec
Présenté par la députée d’Argenteuil le **9 juin 2023**
- 32) Projet de loi n° 591
Loi visant principalement à renforcer le contrôle de l’action gouvernementale par un député en lui reconnaissant un droit de visite des institutions administratives
Présenté par la députée de Sherbrooke le **21 mars 2024**
- 33) Projet de loi n° 593
Loi modifiant le Code civil afin d’interdire les évictions faites en vue de convertir un logement en hébergement touristique de courte durée
Présenté par la députée des Mille-Îles le **4 octobre 2023**

- 34) Projet de loi n° 597
Loi modifiant la Loi sur la qualité de l'environnement pour instaurer un droit d'initiative citoyenne en environnement et renforcer les pouvoirs et l'indépendance du Bureau d'audiences publiques sur l'environnement
Présenté par la députée de Verdun le **1^{er} février 2024**
- 35) Projet de loi n° 693
Loi favorisant la contribution active à la société des prestataires du Programme de solidarité sociale
Présenté par la députée de Notre-Dame-de-Grâce le **22 février 2024**
- 36) Projet de loi n° 694
Loi modifiant le Code de la sécurité routière afin de lutter plus efficacement contre l'alcool au volant
Présenté par le député de Nelligan le **19 mars 2024**
- 37) Projet de loi n° 695
Loi sur le directeur parlementaire du budget
Présenté par le député de Nelligan le **14 mars 2024**
- 38) Projet de loi n° 697
Loi visant à lutter contre le gaspillage
Présenté par le député des Îles-de-la-Madeleine le **23 avril 2024**
- 39) Projet de loi n° 699
Loi modifiant la Charte des droits et libertés de la personne afin d'y consacrer le droit à un logement décent
Présenté par le député de Laurier-Dorion le **4 juin 2024**
- 40) Projet de loi n° 790
Loi visant à étendre aux usagers hébergés dans une résidence à assistance continue l'application du Règlement concernant les modalités d'utilisation de mécanismes de surveillance par un usager hébergé dans une installation maintenue par un établissement qui exploite un centre d'hébergement et de soins de longue durée
Présenté par la députée de D'Arcy-McGee le **22 mai 2024**
- 41) Projet de loi n° 792
Loi visant à accroître la présence du drapeau du Québec
Présenté par le député de Matane-Matapédia le **30 mai 2024**

- 42) Projet de loi n° 793
Loi sur le processus de publication des documents issus de l'enquête menée par Bernard Grenier au sujet des activités d'Option Canada à l'occasion du référendum tenu au Québec en octobre 1995
Présenté par le député de Matane-Matapédia le **27 novembre 2024**
- 43) Projet de loi n° 794
Loi déclarant l'engagement du Québec d'atteindre la carboneutralité d'ici 2050
Présenté par la députée de Verdun le **7 novembre 2024**
- 44) Projet de loi n° 893
Loi sur le maintien de l'autonomie des personnes âgées
Présenté par le député des Îles-de-la-Madeleine le **3 décembre 2024**
- 45) Projet de loi n° 894
Loi visant à étendre l'admissibilité au régime d'assurance maladie et au régime général d'assurance médicaments à toutes les femmes ou à toutes les personnes enceintes vivant au Québec sans égard à leur statut migratoire
Présenté par le député de Saint-Henri–Sainte-Anne le **4 décembre 2024**
- 46) Projet de loi n° 895
Loi établissant un réseau scolaire commun afin de garantir l'égalité des chances
Présenté par la députée de Mercier le **19 février 2025**
- 47) Projet de loi n° 896
Loi visant à indemniser les municipalités locales lors de la cession de terrains destinés à la construction ou à l'agrandissement d'écoles
Présenté par la députée de Sherbrooke le **13 février 2025**
- 48) Projet de loi n° 897
Loi modifiant le Code de la sécurité routière afin de prévoir la délivrance obligatoire d'un avis de paiement au propriétaire d'un véhicule routier immatriculé ou au titulaire de certains permis
Présenté par le député de Nelligan le **19 mars 2025**
- 49) Projet de loi n° 898
Loi visant à renforcer l'encadrement des augmentations de loyer d'un bail de logement
Présenté par le député de Laurier-Dorion le **3 avril 2025**

- 50)** Projet de loi n° 899
Loi modifiant le Code de la sécurité routière afin d’obliger la Société de l’assurance automobile du Québec à conclure des ententes avec des ministères ou organismes en vue de l’application de certaines lois
Présenté par le député de Nelligan le **3 avril 2025**
- 51)** Projet de loi n° 990
Loi modifiant la Loi sur les normes du travail afin d’encadrer l’exercice du télétravail
Présenté par le député d’Hochelaga-Maisonneuve le **1^{er} mai 2025**
- 52)** Projet de loi n° 991
Loi sur la procédure de sélection et de nomination des décideurs administratifs indépendants et de renouvellement de leur mandat
Présenté par le député de l’Acadie le **27 mai 2025**
- 53)** Projet de loi n° 992
Loi visant à créer un comité chargé de formuler des recommandations sur les critères de fixation ou de réajustement de loyer
Présenté par la députée des Mille-Îles le **24 avril 2025**
- 54)** Projet de loi n° 993
Loi modifiant le Code du travail afin d’assurer des pratiques syndicales transparentes et démocratiques
Présenté par le député de Saint-Jérôme le **30 avril 2025**
- 55)** Projet de loi n° 994
Loi favorisant la santé sexuelle et reproductive par un accès amélioré à la contraception
Présenté par la députée de Mercier le **7 mai 2025**
- 56)** Projet de loi n° 995
Loi visant à établir un cadre de surveillance et de régulation des polluants éternels
Présenté par la députée des Mille-Îles le **22 mai 2025**

Étude détaillée en commission

- 57) Projet de loi n° 194
Loi instaurant une présomption de consentement au don d'organes ou de tissus après le décès
Présenté par le député de Pontiac le 26 avril 2023
Principe adopté le **9 juin 2023**, et
Renvoyé à la Commission de la santé et des services sociaux

Prise en considération de rapports de commissions

Adoption

III. Projets de loi d'intérêt privé

Consultation et étude détaillée en commission

- 58) Projet de loi n° 220
Loi concernant Joseph Paul-Émile Daniel Michel Marcil
Présenté par le député de Camille-Laurin le **20 mai 2025**, et
Renvoyé à la Commission des institutions

Adoption du principe

Adoption

IV. Motions du gouvernement

V. Crédits budgétaires

VI. Débats statutaires

AFFAIRES INSCRITES PAR LES DÉPUTÉS DE L'OPPOSITION

Partie 3

PROJETS DE LOI ADOPTÉS

(Projets de loi non sanctionnés)

Partie 4

TRAVAUX DES COMMISSIONS

Le calendrier détaillé des travaux de chaque commission peut être consulté dans le site Internet de l'Assemblée

COMMISSION DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

COMMISSION DE L'ADMINISTRATION PUBLIQUE

COMMISSION DE L'AGRICULTURE, DES PÊCHERIES, DE L'ÉNERGIE ET DES RESSOURCES NATURELLES

COMMISSION DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

COMMISSION DE LA CULTURE ET DE L'ÉDUCATION

Mandats de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 94**, Loi visant notamment à renforcer la laïcité dans le réseau de l'éducation et modifiant diverses dispositions législatives (mandat confié le 1^{er} octobre 2025).

COMMISSION DE L'ÉCONOMIE ET DU TRAVAIL

Mandats de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 101**, Loi visant l'amélioration de certaines lois du travail (mandat confié le 1^{er} octobre 2025).

COMMISSION DES FINANCES PUBLIQUES

Mandats de l'Assemblée

Consultations particulières :

- **Projet de loi n° 112**, Loi favorisant le commerce des produits et la mobilité de la main-d'œuvre en provenance des autres provinces et des territoires du Canada (mandat confié le 1^{er} octobre 2025).

Mandats réglementaires

Interpellation :

- De la députée de Mont-Royal–Outremont au ministre de la Cybersécurité et du Numérique sur le sujet suivant : *Les nombreux échecs et fiascos caquistes en matière de gouvernance de projets informatiques* (avis donné le 9 octobre 2025).

COMMISSION DES INSTITUTIONS

Mandats de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 220**, Loi concernant Joseph Paul-Émile Daniel Michel Marcil (mandat confié le 1^{er} octobre 2025).

COMMISSION DES RELATIONS AVEC LES CITOYENS

Mandats de l'Assemblée

Consultation générale :

- Cahier de consultation intitulé « La planification de l'immigration au Québec pour la période 2026-2029 » (mandat confié le 1^{er} octobre 2025).

COMMISSION DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Mandats de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 106**, Loi visant principalement à instaurer la responsabilité collective et l'imputabilité des médecins quant à l'amélioration de l'accès aux services médicaux (mandat confié le 1^{er} octobre 2025).
- **Projet de loi n° 194**, Loi instaurant une présomption de consentement au don d'organes ou de tissus après le décès (mandat confié le 1^{er} octobre 2025).

COMMISSION DES TRANSPORTS ET DE L'ENVIRONNEMENT

Partie 5

QUESTIONS ÉCRITES

*Les [questions déjà inscrites](#) paraissent
au Feuilleton du mercredi*

- 47) Mme Cadet (Bourassa-Sauvé) – **21 octobre 2025**
À la ministre de l'Emploi

Dans plusieurs juridictions, dont l'Ontario, des mesures ont récemment été adoptées pour encadrer la publication de fausses offres d'emploi, communément appelées « ghost jobs ». Ces annonces sont publiées par des entreprises qui n'ont pas l'intention réelle d'embaucher, mais qui souhaitent plutôt donner une impression de vitalité économique ou maintenir un bassin de candidatures.

Selon le rapport Greenhouse 2024 State of Job Hunting, entre 18 % et 22 % des offres publiées sur certaines plateformes seraient des « ghost jobs », et près de trois chercheurs d'emploi sur cinq disent croire avoir été confrontés à ce phénomène.

Ces pratiques nuisent à la confiance du public, faussent les statistiques de postes vacants, gaspillent le temps et les ressources des personnes en recherche d'emploi — notamment dans le secteur des technologies — et contribuent à brouiller la lecture réelle de la pénurie de main-d'œuvre au Québec.

La ministre de l'Emploi peut-elle indiquer si son ministère a évalué l'ampleur du phénomène des fausses offres d'emploi au Québec, et si elle entend s'inspirer de l'initiative ontarienne afin d'interdire la publication d'offres qui ne correspondent pas à des postes réellement disponibles?

- 48) Mme Prass (D'Arcy-McGee) – **21 octobre 2025**
À la ministre des Affaires municipales

Dans un article du *Soleil* publié le 1^{er} octobre 2025 et intitulé « “Seules au batte” en itinérance : Guilbault réplique à Marchand », la ministre des Affaires municipales a déclaré : « On a une table permanente Québec–municipalités en itinérance. [...] C'est un sujet et un forum en continu. »

Considérant l'ampleur de la crise de l'itinérance et le rôle central que la ministre attribue à cette table de concertation, la ministre peut-elle indiquer :

1. Quel est le mandat officiel de la table permanente Québec–municipalités en itinérance, tel qu'adopté ou validé par le ministère?
2. Quelles actions ou recommandations concrètes issues des travaux de cette table ont permis de faire avancer la coordination gouvernementale ou municipale en matière d'itinérance depuis sa création?
3. Quelles mesures tangibles ou décisions ont découlé de ces recommandations (ex. assouplissements réglementaires, programmes ou investissements ciblés)?
4. Comment le ministère évalue-t-il l'efficacité de cette table à ce jour — notamment quant à sa capacité à répondre aux besoins exprimés par les municipalités dans la lutte contre l'itinérance?
5. Quelle est la composition actuelle de cette table permanente?
6. À quelle fréquence cette table s'est-elle réunie depuis sa création?

49) Mme Massé (Sainte-Marie–Saint-Jacques) – **21 octobre 2025**
Au ministre de la Santé

Des jeunes de la communauté LGBTQ+ nous ont récemment interpellés concernant les obstacles auxquels ils font face pour obtenir la prophylaxie préexposition (PrEP), un traitement reconnu pour sa grande efficacité dans la prévention du VIH.

Au Québec, la PrEP est offerte gratuitement aux personnes de moins de 25 ans couvertes par le régime public d'assurance médicaments. Toutefois, plusieurs jeunes de moins de 25 ans sont automatiquement inscrits comme personnes à charge sur le régime privé de leurs parents. Ce régime ne leur permet pas d'accéder à la gratuité prévue dans le public, et soulève en plus des enjeux importants de confidentialité, puisque les renseignements liés à la consommation de médicaments peuvent être visibles par le titulaire du régime, c'est-à-dire un parent.

Cette situation crée donc une double barrière : financière, puisque ces jeunes doivent assumer le coût de leur traitement; et personnelle, puisque leur vie sexuelle peut être involontairement dévoilée à leurs parents ou à d'autres tiers. Dans un contexte où les infections au VIH sont à la hausse au Québec, ces barrières compromettent l'adoption de comportements responsables en matière de santé sexuelle.

Ma question est donc la suivante :

Le ministre de la Santé entend-il modifier les règles d'accès à la PrEP afin de garantir la gratuité et la confidentialité à l'ensemble des jeunes de moins de 25 ans, peu importe leur type de couverture d'assurance médicaments?

50) M. Zanetti (Jean-Lesage) – **21 octobre 2025**
À la ministre de l'Enseignement supérieur

Le Réseau des Centres collégiaux de transfert de technologies (CCTT), composé de 59 centres rattachés à des établissements collégiaux partout au Québec, est un dispositif qui regroupe 2 400 spécialistes. Il génère d'importantes retombées économiques tant pour les entreprises que pour les communautés. À titre d'exemples, lors de la dernière année financière, le réseau a engendré 175 millions en chiffre d'affaires, a accompagné 5 679 entreprises et organismes et a aidé à réaliser 13 349 projets.

Les CCTT jouent particulièrement un rôle clé en accompagnant les PME québécoises, en leur offrant un accès à une expertise de pointe souvent inaccessible en interne, notamment pour celles qui ne disposent pas de service de recherche et développement. En ce sens, il est indéniable que ces centres soutiennent la croissance durable de l'économie québécoise et favorisent le développement de la recherche et de l'innovation. Également, par le biais d'activités de recherche appliquée, les CCTT contribuent à la mission collégiale, qui consiste notamment à préparer les étudiantes et les étudiants au marché de travail afin que les PME québécoises, particulièrement celles en région, puissent avoir de la main-d'œuvre qualifiée.

Le 18 avril dernier, le Réseau des CCTT a appris le retrait de son financement de base de la part du ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie. Le désengagement du ministère équivaut à une suppression de 86 000 \$ du budget annuel de chacun des CCTT. Or, le financement gouvernemental contribue au maintien des structures économiques régionales et des emplois au sein des centres à la grandeur du Québec : cette coupure compromet donc la structure même du Réseau.

Or, dans un article du journal *Le Devoir* daté du 16 avril 2024, le ministère de l'Enseignement supérieur (MES) évoque l'ébauche d'un plan d'action sur la recherche au collégial qui prendrait en compte un meilleur financement des CCTT. De plus, le MES a annoncé la possibilité de réviser le modèle de financement des CCTT durant l'exercice financier 2024-2025.

Mes questions pour la ministre sont les suivantes :

1. Le plan d'action a-t-il finalement été élaboré? Si oui, quelles actions concrètes visent les CCTT? Sinon, l'élaboration d'un plan d'action est-elle toujours prévue?
2. Concernant la révision du modèle de financement : Est-ce que le MES entend s'adjoindre du Réseau des CCTT – Synchronex pour déterminer les critères de financement, notamment sur la base des travaux que le Réseau mène actuellement avec d'autres organisations québécoises et internationales, pour établir des indicateurs comparables et structurants en matière de recherche appliquée et d'innovation?
3. Comment la ministre compte-t-elle optimiser l'utilisation des CCTT pour soutenir les PME dans leur pénurie de main-d'œuvre?

51) M. Zanetti (Jean-Lesage) – **21 octobre 2025**

À la ministre de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie

Le Réseau des Centres collégiaux de transfert de technologies (CCTT), composé de 59 Centres rattachés à des établissements collégiaux partout au Québec, est un dispositif qui regroupe 2 400 spécialistes. Il génère d'importantes retombées économiques tant pour les entreprises que pour les communautés. À titre d'exemples, lors de la dernière année financière, le réseau a engendré 175 millions en chiffre d'affaires, a accompagné 5 679 entreprises et organismes et a aidé à réaliser 13 349 projets.

Les CCTT jouent particulièrement un rôle clé en accompagnant les PME québécoises, en leur offrant un accès à une expertise de pointe souvent inaccessible en interne, notamment pour celles qui ne disposent pas de service de recherche et développement. En ce sens, il est indéniable que ces Centres soutiennent la croissance durable de l'économie québécoise et favorisent le développement de la recherche et de l'innovation.

Le 18 avril dernier, le Réseau des CCTT a appris le retrait de son financement de base de la part du ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie. Le désengagement du ministère équivaut à une suppression de 86 000 \$ du budget annuel de chacun des CCTT. Or, le financement gouvernemental contribue au maintien des structures économiques régionales et des emplois au sein des centres à la grandeur du Québec : cette coupure compromet donc la structure même du Réseau.

Dans la Stratégie québécoise de recherche et d'investissement en innovation, vision 2022-2027, les CCTT sont décrits comme « des acteurs clés de la recherche appliquée institutionnelle régionale grâce à leur proximité avec les besoins des milieux preneurs. Les CCTT sont près des PME locales, des moteurs économiques importants des régions, et contribuent à faire croître leur compétitivité par l'adaptation et le transfert de solutions innovantes. » (p.33) Il est aussi écrit que « le gouvernement souhaite maximiser la performance des centres ». (p.33)

Mes questions pour la ministre sont les suivantes :

1. La ministre trouve-t-elle cohérent de couper dans le Réseau des CCTT alors que sa mission est alignée avec les grandes orientations de la Stratégie québécoise de recherche et d'investissement en innovation et que le gouvernement souhaite en maximiser la performance?
2. La ministre reconnaît-elle que les CCTT jouent un rôle important dans le développement régional et que d'affaiblir le réseau en coupant son financement gouvernemental pourrait compromettre la vitalité dans différentes régions au Québec?
3. La ministre compte-t-elle rétablir le financement des CCTT? Sinon, que compte-t-elle faire pour assurer le maintien des activités et la solidité de tout le réseau, étendu partout au Québec?

52) Mme Cadet (Bourassa-Sauvé) – **21 octobre 2025**
Au ministre du Travail

Selon un article du *Journal de Montréal* publié le 25 septembre 2025, la grande transformation numérique de la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail (CNESST), appelée Plan Monarque, est pilotée par M. Michel Dumas, ancien vice-président de la firme LGS (IBM). Cette même firme a participé au projet SAAQclic, qui a connu d'importants problèmes de fonctionnement et des dépassements de coûts.

Le ministre du Travail peut-il confirmer la nature du rôle confié à M. Dumas au sein de la CNESST et préciser les mesures prévues par son ministère afin d'assurer la saine gestion, la transparence et la réussite de cette transformation numérique majeure?

Partie 6
PRÉAVIS

I. PRÉAVIS DÉJÀ PARUS

Projets de loi du gouvernement

Projets de loi publics au nom des députés

Projets de loi d'intérêt privé

II. NOUVEAUX PRÉAVIS

- aa)** Motion inscrite par le leader du gouvernement, en vertu de l'article 146 du Règlement :

QUE la Commission des institutions procède à une consultation générale à l'égard du projet de loi n° 1, Loi constitutionnelle de 2025 sur le Québec, et qu'elle tienne des auditions publiques à compter du 4 décembre 2025;

QUE les mémoires et demandes d'interventions soient reçus au secrétariat de la commission au plus tard le 24 novembre 2025;

QUE le ministre de la Justice et ministre responsable des Relations canadiennes soit membre de ladite commission pour la durée du mandat.